

Préparation du Cadre de Partenariat Stratégique

Consultation sur le thème du Jeunesse et développement

Salé, le 29 août 2013

Procès-verbal

Une consultation a été organisée, au bureau de l'Association marocaine d'éducation de la jeunesse (AMEJ) à Salé, en présence des représentants suivants du Groupe Banque mondiale: Michael Hamaide, Chargé des opérations Principal pour le Maroc, Diego Angel-Urdinola, Economiste senior, Kamel Braham, Coordinateur de développement humain, Aziza El Aouad, Consultante, Ibtissam Alaoui, Chargée de communication, et Achraf Rissafi, Assistant aux programmes.

Pour la liste des personnes et organisations ayant assisté à cette réunion, s'en référer à l'Annexe.

Un résumé des interventions lors de cette consultation est présenté ci-après. Ces interventions ont été regroupées par thèmes abordés et ne reflètent pas nécessairement un consensus de tous les participants. Les opinions et recommandations ici résumées reflètent les avis des participants à cette consultation, et seront pris en compte dans l'élaboration du projet de Cadre de Partenariat Stratégique selon leur pertinence et leur ordre de priorité.

REMARQUES GENERALES :

- Absence de politiques ou de stratégies s'attaquant aux principales problématiques de la jeunesse ;
- La jeunesse marocaine souffre de trois maux : l'éducation/formation, l'emploi et le manque de participation ;
- Il faut mettre en place des politiques intégrées et transversales et des mécanismes d'appui aux jeunes pour assurer leur pleine insertion dans la société.

Questions et Recommandations des participants :

Cadre général et évaluation des programmes

- La jeunesse marocaine souffre d'un véritable déficit éducatif, qui a un impact sur les débouchés professionnels et sur la participation citoyenne et publique des jeunes.
- Au niveau national, il n'existe toujours pas une stratégie dirigée aux jeunes, pour les aider à se former et à s'insérer dans le marché de l'emploi ou pour participer à la vie publique.
- Cette stratégie devrait s'adapter aux spécificités de chaque région, car les problématiques du Nord du Royaume, sont différentes de celles des zones enclavées.

- Le budget alloué au secteur de la jeunesse est par ailleurs très marginal et indique le manque d'intérêt pour la question de la jeunesse en général.
- Il n'existe aucune évaluation des politiques publiques : dans le domaine de la jeunesse comme ailleurs, chaque nouveau ministre semble ne pas toujours vouloir poursuivre dans la voie que son prédécesseur a initiée.
- La lenteur dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes jeunesse pose problème, car les défis auxquels est confrontée une génération ne sont plus les mêmes une fois le programme mis en place et nécessitent donc une révision des priorités.
- Le Conseil consultatif de la jeunesse, stipulé par la nouvelle Constitution, doit mettre en place une stratégie transversale et intégrée pour s'attaquer aux principaux goulets d'étranglement qui empêchent les jeunes d'être de véritables acteurs économiques et politiques pour le pays.
- Dans les quartiers populaires ou marginalisés des grandes villes, il n'existe quasiment pas de mécanismes de proximité ou des structures adaptées aux jeunes pour les encadrer, les écarter de la délinquance et de la drogue ou les aider à s'insérer dans la société.

Participation des jeunes

- En terme de participation et malgré les nouvelles orientations apportées par la nouvelle Constitution, les jeunes restent marginalisés du processus de prise de décision, malgré les dispositions de la Charte communale.
- Les jeunes ont perdu confiance dans les institutions. Le mouvement du 20 février a bien démontré cette méfiance : tandis que ces jeunes montraient leur engagement, ils décriaient le manque de transparence dans les institutions publiques.
- La conscience genre est très faible parmi les jeunes : les jeunes femmes participent à la vie publique bien plus en tant que citoyennes qu'en tant que femmes pour exprimer des besoins spécifiques ou pousser pour une orientation sociale des politiques publiques.

Education

- Les collégiens et lycéens ne bénéficient de quasiment aucun soutien en terme d'orientation ou de choix de filières et il existe peu d'encadrement à ce niveau.
- La question de l'abandon scolaire est également une des principales problématiques qui viennent freiner l'évolution des jeunes : en l'absence d'accompagnement scolaire et de mécanismes de dissuasion, le jeune adolescent est livré à lui-même.
- L'abandon scolaire est aussi intimement lié aux conditions d'enseignement : le surpeuplement des classes, le mix dans les niveaux d'études et les variations de niveaux au sein d'une même classe conduisent les jeunes à sortir du circuit scolaire.
- Le cursus scolaire tend à développer un seul modèle d'étudiant et peu de place est laissée pour les disciplines non conventionnelles, comme l'art, le sport ou les nouvelles technologies.
- Le problème de la langue figure également parmi les principaux handicaps qui empêchent les jeunes de s'intégrer dans le marché de l'emploi : le français, étant quasiment absent du

primaire et du secondaire, les jeunes ne parviennent pas à acquérir le niveau de français requis pour prétendre à un poste, notamment dans le secteur privé.

- L'école publique ne joue plus son rôle d'ascenseur social : les parents doivent déboursier des montants importants pour inscrire leurs enfants dans des établissements privés, aussi bien au secondaire qu'au niveau universitaire.
- Les ménages des quartiers populaires ayant un niveau d'éducation précaire, l'environnement où évoluent les jeunes n'est pas favorable à l'apprentissage, à la poursuite des études ou d'une formation professionnelle.
- L'accès aux établissements d'enseignement pour les jeunes issus de ménages pauvres est également un autre frein à l'insertion des jeunes : les moyens de transport étant trop onéreux pour ces jeunes.

Marché de l'emploi

- En terme d'adéquation des formations avec les besoins du marché de l'emploi, il existe un véritable phénomène de production de générations de chômeurs, notamment au sein des facultés marocaines, où les diplômés ont du mal à trouver des débouchés pour des formations souvent théoriques et éloignées des réalités du marché.
- Certains jeunes ont souffert du chômage pendant plus de 15 ans et rentrent dans le cercle vicieux de l'inactivité et de l'exclusion. Le fait qu'ils souhaitent avoir un emploi dans le secteur public dénote du manque d'esprit d'initiative dans les méthodes d'enseignement au secondaire et au niveau universitaire.
- En ce qui concerne les mécanismes de création d'entreprises, les jeunes devraient bénéficier d'un régime préférentiel et du soutien de l'Etat pour obtenir des garanties, mobiliser des fonds et éviter les lourdeurs administratives.
- Beaucoup de jeunes travaillent dans le secteur informel et possèdent donc des emplois précaires qui ne leur permettent pas d'assurer leur avenir (précarité à long terme).
- Il n'existe quasiment pas de relation entre le monde de l'entreprise et celui du milieu universitaire ou de la formation professionnelle ; les jeunes quittent avec un diplôme à la main mais n'ont aucune conscience ou connaissance du monde des entreprises.
- Il faudrait créer des mécanismes de médiation entre le monde de l'entreprise et celui de la formation. Les besoins et les avancées du monde de l'entreprise ne doivent jamais être loin des grandes orientations de la politique de formation au Maroc.

ANNEXE

Liste des participants :

- **Hicham Benhazaz, AMEJ Salé**
- **Yassine Isbouia, FOMEJE**
- **Elena Mizrokhi, MEDA Maroc**
- **El Bachir Boukhsimi, REMAJEC**
- **Ali Belbaz, Association Animation sociale**
- **Emma San Segundo, Care Maroc**
- **Sophie Perez, Care Maroc**
- **Mohamed Moussaoui, Association Massarate**
- **Mohamed Fliyou, Association Al Afak pour le développement et l'intégration des personnes handicapées**
- **Abdelali Errami, Forum de l'enfance**
- **Ali El Ghazi, Association El Majd de solidarité sociale et de développement humain**

Ont également été conviés à cette consultation, mais n'ont pu faire le déplacement,

- Association Al Qorounfol
- Espace associatif
- Amal Salé
- L'Heure Joyeuse
- Forum des jeunes marocains du 3^{ème} millénaire
- Association Al Majd
- Forum des jeunes marocains
- Association Attarik pour la jeunesse, le sport et l'action de développement
- Association Ajjal pour l'éducation et le développement
- Association Addiffa pour les œuvres de développement